

# Bibliographie

## Mixité sociale et logement

### Mars 2017

Cette bibliographie, non exhaustive, propose des ressources sélectionnées par les membres du réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration, et postérieures à la revue de la littérature dans une perspective comparative sur la mixité sociale dans l'habitat réalisée par Thomas Kirzbaum en 2008.

Elle s'inscrit dans le contexte des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté et de promulgation de la loi Égalité Citoyenneté qui consolide le cadre législatif en la matière. Le fait que la rénovation urbaine est perçue comme une expérimentation de mise en œuvre de l'objectif de mixité sociale se traduit dans le nombre de ressources de cette bibliographie y faisant référence. Vous trouverez également quelques retours d'expériences françaises et étrangères qui pourront être complétés dans les futurs travaux du Réseau.

Cette sélection bibliographique a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>.

## Sommaire

Généralités.....	2
<b>Cadrage législatif et réglementaire .....</b>	<b>2</b>
<b>Concepts .....</b>	<b>3</b>
Politique de l'habitat.....	7
<b>Politiques de peuplement et d'attribution .....</b>	<b>7</b>
<b>Parcours résidentiels et mobilités.....</b>	<b>9</b>
Liens utiles sur le Web.....	11

## Généralités

### Cadrage législatif et réglementaire

**CGET, Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté**, 2016.

Ce dossier en ligne présente les mesures des 3 comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) du 13 avril 2016, du 26 octobre 2015 et du 6 mars 2015 ainsi que l'état d'avancement des mesures de chacun.

<http://www.cget.gouv.fr/dossiers/comites-interministeriels-legalite-citoyennete>

**Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté**

Ce texte est la traduction législative d'une partie des mesures issues des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté des 6 mars et 26 octobre 2015. La loi consacre 3 priorités indispensables pour retisser les liens de la communauté nationale : la citoyenneté et à l'émancipation des jeunes, le logement pour lutter contre la "ghettoïsation" de certains quartiers et l'égalité réelle.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/1/27/2017-86/jo/texte>

> **Loi Egalité et Citoyenneté : pour l'égalité des chances et la mixité sociale dans l'habitat. Titre 2 : Logement**

Brochure du Ministère du logement et de l'habitat durable, janvier 2017, 4 p.

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/116223\\_depliant-egalite-territoire\\_def\\_web.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/116223_depliant-egalite-territoire_def_web.pdf)

**Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement (dite loi Besson)**

Version à venir au 1er janvier 2018

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=F563B52BF237438957C1095FBA9350AC.tpdila21v\\_2?cidTexte=LEGITEXT000006075926&dateTexte=20180101](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=F563B52BF237438957C1095FBA9350AC.tpdila21v_2?cidTexte=LEGITEXT000006075926&dateTexte=20180101)

**Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville (LOV)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000353814>

**Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU).**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000207538&dateTexte=20160302>

Premier Ministre, **instruction sur la mise en œuvre effective des dispositions conçues pour garantir le respect de leurs obligations par les communes en déficit de logements sociaux**, 30 juin 2015.

Cette instruction adressée aux préfets par le Premier Ministre vise à renforcer l'application de la loi SRU dans les communes déficitaires en logements sociaux.

[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/07/cir\\_39800.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/07/cir_39800.pdf)

Ministère du Logement et de l'Habitat durable, **Bilan 2016 de la loi SRU**, 2016.

<http://www.logement.gouv.fr/transparence-logement-social#article>

**Loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.**

Version à venir au 1<sup>er</sup> janvier 2017

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=0AA00837984AFF3FA6E48CC3D75F361B.tpdila21v\\_2?cidTexte=LEGITEXT000005634906&dateTexte=20170101](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=0AA00837984AFF3FA6E48CC3D75F361B.tpdila21v_2?cidTexte=LEGITEXT000005634906&dateTexte=20170101)

**Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028772256&categorieLien=id>

**Règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) validé par le conseil d'administration du 16 juillet 2015**

Le règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) a été validé par le conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine en date du 16 juillet 2015 - délibération N° 2015-51.

[http://www.anru.fr/index.php/fre/content/download/21902/325190/file/RGA\\_NPNRU\\_valide\\_CA\\_16\\_juillet\\_2015.pdf](http://www.anru.fr/index.php/fre/content/download/21902/325190/file/RGA_NPNRU_valide_CA_16_juillet_2015.pdf)

ANRU, **Etat d'avancement du Programme National de Rénovation Urbaine**, décembre 2016, 10 p.

<http://www.anru.fr/index.php/fre/Programmes/Programme-National-pour-la-Renovation-Urbaine/Etat-d-avancement-du-programme-Decembre-2016>

## Concepts

### Rénovation urbaine

Collectif, **Mixité sociale et renouvellement urbain : restitution de l'atelier technique de l'Aire métropolitaine de Lille du 22 janvier 2013**, Cerdd, Aire métropolitaine de Lille, Mission Bassin Minier, IREV (coll. Les sentiers débattus de l'urbanisme durable), décembre 2013, 23 p.

Cet ouvrage rend compte de l'atelier technique qui s'est tenu en janvier 2013 dans le cadre de la commission « habitat et renouvellement urbain durable » de l'association Aire métropolitaine de Lille. Il souhaite revenir sur l'expérience de plus de 15 ans de politiques publiques en matière de mixité sociale, de questionner les dispositifs existants, les échelles d'intervention, et d'identifier les bonnes pratiques et les leviers possibles pour répondre à cette exigence. En préalable, le document revient sur les ressorts de cette notion et le « décalage important entre l'injonction d'une mixité sociale prônée par les pouvoirs publics et le scepticisme des chercheurs et/ou experts vis-à-vis de cette notion et de la portée des politiques publiques explicitement tournées vers cet objectif de mixité ».

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/aml-mixite-urbaine.pdf>

Collectif, **Projet social et rénovation urbaine : construire ensemble !** in *Les cahiers du DSU* n° 54 - Deuxième semestre 2011, 48 p.

L'heure des premiers bilans d'étape des projets de rénovation urbaine est arrivée, plus de sept années après l'engagement des premiers projets avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). La région Rhône-Alpes, avec 41 quartiers en renouvellement urbain, est une région importante de ce point de vue et constitue un terrain d'observation privilégié. En matière de qualité urbaine, les acquis commencent à être visibles. Par-delà le volet urbain des projets, ce nouveau numéro interroge plus largement la capacité à faire vivre ensemble, de façon globale et cohérente, un projet social et un projet urbain dans un territoire.

Comment concourir à un projet qui fasse sens, globalement, pour les habitants, et contribue à améliorer leur vie quotidienne ? A partir des projets en cours et d'analyses, ce numéro fait « un arrêt sur image » et interroge tant les finalités sociales des projets de rénovation urbaine que la façon de conduire les projets. Il dessine des perspectives et invite à une manière de penser globale, prenant en compte les différents leviers.

Collectif, **Retrouver les principes du développement social urbain ?**, in *Recherche sociale*, n°191, juillet-sept. 2009, 87 p.

La politique de la ville a pour objet notamment de favoriser le développement social dans les quartiers dits "prioritaires". Dans un contexte où la politique de la ville est sujette aux critiques, ce numéro veut faire le point sur les dispositifs de son volet social, en accordant une importance toute particulière aux enjeux sociaux, à la place des "ressources urbaines" dans les quartiers sensibles et en replaçant au cœur du développement social les acteurs de ces territoires.

Dans un second temps, il analyse la politique menée sur les territoires depuis 10 ans, notamment l'évolution des volets urbain et social, de la question de la mixité sociale en parallèle avec la montée en puissance de la politique de rénovation des quartiers et comment un volet "humain" y a été adjoint, et s'attache enfin à analyser comment l'habitat social et la politique de la ville ont été tenus pour responsable des problèmes des "banlieues".

Collectif, **Les impacts sociaux des projets de rénovation urbaine : élaboration partagée d'un référentiel de pilotage**, Institut régional de la Ville (IREV) (Repères pour agir; n°3), 2010. 97 p.

L'élaboration des projets de rénovation urbaine sur des critères essentiellement urbains et centrés sur le logement n'a pas toujours permis de prendre en compte des finalités sociales. La réussite du programme de rénovation urbaine sera pourtant conditionnée à la « réussite sociale » des projets.

L'IREV, centre de ressources politique de la ville en Nord Pas-de-Calais, a proposé aux différents acteurs engagés dans les projets de rénovation urbaine (ANRU et services de l'État, communes et intercommunalités, Région et Départements, bailleurs et autres partenaires locaux) un travail collectif d'élaboration d'un référentiel qui permette de définir et mesurer les impacts sociaux de ces projets. Cet ouvrage présente les résultats de ce travail en revenant sur la perception des finalités sociales des projets de rénovation urbaine par les acteurs locaux et l'identification des impacts sociaux attendus. Les objectifs opérationnels et les conditions de mise en œuvre sont étudiés dans une deuxième partie à travers les différents domaines d'intervention de la rénovation urbaine (habitat, relogement, cadre de vie, offre de services et la question de l'identification des besoins sociaux). La proposition de référentiel de pilotage par les impacts sociaux des projets clôture l'ouvrage.

Cet ouvrage est le résultat de ce travail collectif, complété par l'analyse des experts et de l'équipe de l'IREV mobilisés au cours et à la suite de l'atelier.

Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET), **Fiche-repères : la convention d'équilibre territorial issue de l'article 8 de la loi Ville du 21 février 2014 et de l'article 97 de la loi ALUR du 24 mars 2014**, novembre 2016, 35 p.

Les conventions d'équilibre territorial (CET), annexées aux contrats de ville, sont l'un des nouveaux outils partenariaux à mettre en place pour améliorer la mixité sociale à travers le logement locatif. Elles concernent les territoires des intercommunalités qui comportent un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Le but des CET : réduire les processus de spécialisation des quartiers de la politique de la ville et, plus largement, tendre vers un rééquilibrage social des territoires. Pour cela, il s'agit d'articuler la politique du logement avec les autres politiques publiques locales : emploi, déplacements, scolarisation, développement urbain, etc.

Cette fiche-repères, élaborée en lien avec la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), l'Union sociale pour l'habitat (USH), l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), présente la méthode d'élaboration de ce document, et propose des réponses aux questions qui peuvent se poser aux acteurs de la réforme des attributions. Elle s'apparente à une feuille de route partenariale, adaptable aux différents contextes sociodémographiques du territoire.

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), **Changeons de regard sur les quartiers : vers de nouvelles exigences pour la rénovation urbaine**, Paris : Documentation française (La), 2013, 122 p.

Dans son rapport 2013, et dans le cadre de la réforme de la politique de la ville qui a débuté début 2013, le Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU dresse un bilan des 10 ans du programme national de rénovation urbaine (PNRU). Selon lui, même si tous les objectifs du PNRU n'ont pas été atteints, notamment ceux de mixité sociale ou de réduction des écarts, ses actions positives sur le cadre de vie et les conditions d'habitat justifient la poursuite de la rénovation dans les quartiers qui n'en ont pas ou que partiellement bénéficié. Tirant les enseignements des réussites et échecs de ces 10 ans de PNRU, dans la seconde partie de cet ouvrage, le CES de l'ANRU propose d'inscrire les futurs projets dans de nouvelles perspectives, en prenant davantage en compte les différences territoriales et les contextes locaux, les potentialités des quartiers et les capacités des habitants.

DONZELOT Jacques, **A quoi sert la rénovation urbaine ?**, Presses universitaires de France (Puf), 2012, 238 p. (coll. La ville en débat).

Cet ouvrage collectif publié à l'aube du PNRU 2 (programme national de rénovation urbaine 2), s'attache à analyser les réussites et les échecs de cette politique au regard de la question de la mixité sociale, considérée comme enjeu majeur et condition indispensable à la résolution des maux des banlieues, à savoir le chômage, l'insécurité, l'échec scolaire.

La première partie retrace l'histoire et l'approche de la rénovation urbaine et des grands ensembles dans les années 70 et 80 ; de la question immobilière à la question sociale et la paupérisation des publics. Les modalités de mise en œuvre de la politique de rénovation urbaine, à partir des années 2000, sont abordées dans un second temps à travers les succès et les échecs de l'agence nationale de rénovation urbaine (Anru). La dernière partie est consacrée aux effets de la rénovation urbaine sur les lieux et les gens avec un chapitre traitant de la question de la fin des grands ensembles, d'une nouvelle configuration de l'habitat et des nouveaux arrivants.

DONZELOT Jacques, **La France des cités : Le chantier de la citoyenneté urbaine**, Fayard, 2013, 195 p.

Après avoir été une solution dans les années 1950-1960 à l'engorgement des centres ville, à l'insalubrité des logements et à l'exode rural, les cités sont aujourd'hui devenues un symbole de relégation sociale, de concentration des minorités ethniques et des révoltes urbaines. Jacques Donzelot s'intéresse ici aux causes de ce changement, et s'interroge sur les réussites, les échecs, les effets attendus ou inattendus des politiques de rénovation urbaine en se basant sur l'analyse de quelques banlieues de toute la France. En analysant les enjeux des politiques de la ville menées depuis les années 1980, l'auteur met en lumière la nécessité de passer d'une "citoyenneté sociale" à une "citoyenneté urbaine", où les politiques publiques reconnaissent le "pouvoir d'agir" des habitants et tiennent compte de la diversité des identités collectives et individuelles, culturelles et religieuses. Pour sortir les cités de cette relégation, les pouvoirs publics doivent ainsi accompagner l'empowerment des habitants.

EPSTEIN Renaud, **La rénovation urbaine : Démolition-reconstruction de l'État**, Presses de sciences po (coll. Gouvernances), 2013, 377 p.

Cet ouvrage propose dans un premier temps un retour historique sur les politiques mises en œuvre pour répondre aux problèmes sociaux qui se sont manifestés dans les grands ensembles d'habitat social, posant ainsi le contexte d'émergence de la politique de la ville, et plus particulièrement de la rénovation urbaine. Cette recontextualisation, associée à l'analyse de chaque stade de développement de la politique de renouvellement urbain permet de la replacer en tant que politique transitionnelle, vouée par ses principes à ne pas être pérenne.

Dans une seconde partie, l'auteur, partant de l'analyse de cette politique et du PNRU (programme national de rénovation urbaine), analyse sous un angle inédit les effets territoriaux des réformes de l'Etat des années 2000 (décentralisation, RGPP, etc.).

## *Mixité sociale*

BONNET Lucie, **Métamorphoses du logement social : habitat et citoyenneté**, Rennes : Presse universitaires de Rennes (PUR), 2015, 357 p. (Le sens social)

Cet ouvrage est consacré à la question "qu'est-ce qu'un logement doit assurer à ceux qui sont logés" et plus particulièrement à la manière dont les politiques du logement ont traité cette question.

La première partie s'intéresse à l'histoire des politiques du logement et suit les déplacements observés, entre les années 1950 et 2000, pour décrire les conduites attendues des ménages en matière de logement. A cela s'ajoute des enquêtes qui permettent de suivre ces politiques dans les détails de leur réalisation. Ensuite, l'auteure se concentre sur des segments spécifiques de ces politiques, comme par exemple les organisations du logement social. Elle analyse comment différentes conceptions de ce qu'un logement assure structurent l'action publique. Ce livre permet de questionner les problématiques successives du rapport au logement, à travers des politiques constamment "modernisées".

CHARMES Éric, BACQUE Marie-Hélène, **Mixité sociale, et après ?** Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2016, 106 p. (La vie des idées)

Au cœur des débats publics actuels sur les modalités d'existence et de fonctionnement d'une communauté de citoyens se trouvent les questions urbaine et territoriale. Les « ghettos » sont ainsi opposés à un idéal de mixité sociale. Mais le succès des discours en faveur de cet idéal occulte le fait que la mixité peut servir des valeurs et des intérêts très divers.

Cet ouvrage souligne la complexité des processus en cause et déconstruit plusieurs idées reçues. Il éclaire les enjeux de la ville d'aujourd'hui pour dépasser la binarité de façade entre un « apartheid » dont on connaît les méfaits et des politiques de mixité sociale dont on surestime les avantages. En s'appuyant sur les recherches urbaines les plus récentes, les auteurs discutent les effets de dynamiques actuelles telles que la gentrification, la périurbanisation ou la ségrégation.

Collectif, **De la mixité sociale à la justice urbaine**, *Vues sur la ville* n°25, Institut de Géographie, Université de Lausanne, novembre 2010, 8 p.

« Consensuel, le principe de mixité semble légitime. Mais, le critère de justice urbaine est ailleurs. C'est la structure de base de l'aménagement urbain, c'est-à-dire l'ensemble de règles, d'institutions et de politiques qui régissent l'accès des plus défavorisés à un cadre de vie de qualité qui peut être dit juste ou injuste et non le degré de mixité mesuré à telle ou telle échelle. Le véritable enjeu de l'urbanisme durable est moins un hypothétique équilibre arithmétique entre les groupes sociaux à l'intérieur d'un quartier que l'universalité d'accès à la qualité de la ville dans le registre des différentes échelles de l'habiter. C'est en fin de compte dans la création d'équipements et d'espaces publics de qualité, conviviaux et ouverts à tous que l'idée d'une ville solidaire révèle toute sa pertinence » (Source : éditeur).

[https://www.unil.ch/files/live/sites/ouvdd/files/shared/VsV/vues\\_sur\\_ville\\_no25\\_2010.pdf](https://www.unil.ch/files/live/sites/ouvdd/files/shared/VsV/vues_sur_ville_no25_2010.pdf)

Collectif, **L'Etat du mal-logement en France : 21 ème rapport annuel**, Fondation Abbé Pierre, janvier 2016, 379 p.

Le rapport s'intéresse aux liens qui existent entre le mal-logement et l'état de santé. Il consacre également un chapitre à la lutte contre la ségrégation urbaine intitulé « mixité sociale ou droit au logement », rappelant que la mixité sociale est un objectif important face à une ségrégation accrue des quartiers « sensibles » mais appelle également à la vigilance : la mixité sociale ne doit pas servir d'alibi pour refuser le relogement de candidats à bas revenus. Enfin, le rapport dresse comme chaque année un tableau de bord du mal-logement et un second sur le suivi des politiques du logement. Avant de formuler des propositions.

Collectif, **Les secteurs de mixité sociale inscrits dans les PLU - Repères n°12 : Un levier au service de la production du logement social**, Union Sociale pour l'habitat (USH), 2016, 52 p. (Cahiers)

Les "secteurs de mixité sociale" parfois dits "secteurs à quota de logements sociaux" peuvent couvrir de larges zones urbaines ou à urbaniser des PLU (plans locaux d'urbanisme). Ce Cahier précise cette notion et en analyse différentes utilisations sur Bordeaux Métropole, la Métropole Européenne de Lille, Rennes Métropole et Chambéry Métropole. Il s'attache à en montrer les enjeux urbains et sociaux, mais également les effets induits pour la gestion et la production des organismes Hlm (dont son impact sur le développement de la VEFA - vente en l'état futur d'achèvement). Elle se base sur de nombreux entretiens avec représentants des collectivités, organismes Hlm et constructeurs privés.

<https://goo.gl/MIC6Yd>

Collectif, **La mixité en question**, in *Grand Lyon Vision Solidaire*, cahier n°5, mai 2014, 102 p.

La mixité est un enjeu majeur des politiques publiques. Ce cahier interroge cette notion à travers 3 politiques conduites dans et par le Grand Lyon : la politique de la ville, la politique du logement, et la mobilité. La solidarité, et plus précisément la solidarité territoriale, est au fondement du projet communautaire. Cette solidarité se manifeste très concrètement par la mise en œuvre de politiques d'agglomération qui transcendent les intérêts locaux immédiats, ou encore par une capacité à investir davantage dans les territoires qui en ont le plus besoin. (Présentation éditeur)

<http://www.millenaire3.com/publications/la-mixite-en-question>

Collectif, **Mixité sociale, travaux de recherche du PUCA 2000-2010**, PUCA, juin 2011, 141 p.

Après une introduction commentant l'utilisation de la notion de mixité dans les textes législatifs français (notamment la loi SRU), mais aussi les approches suivies par les chercheurs pour aborder cette question, ce document propose des résumés des ouvrages publiés par divers éditeurs ainsi que des présentations résumées ou parfois plus développées de rapports de recherches menées à l'initiative du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture) sur les questions de mixité sociale. Sont également proposés les résumés des articles

d'un numéro des Annales de la recherche urbaine. Toutes ces études qui abordent la mixité sous divers angles (marché du logement, classes sociales, quartiers d'habitat social, scolarisation, mobilité résidentielle, etc.) portent sur diverses tailles d'agglomérations, en France et dans d'autres pays européens, proposent parfois des approches comparatives.

[http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/Mixite\\_soc\\_PUCA2000\\_2011.pdf](http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/Mixite_soc_PUCA2000_2011.pdf)

Collectif, **Vivre ensemble ? La mixité sociale, entre mythe et réalité**, *Les Echos du Logement*, n°4-2015 et 1-2016, janvier 2016, 67 p.

La revue « Les Echos du Logement » est une publication du Département du Logement de Wallonie. Ce double numéro est consacré à la question de la mixité sociale, "objet de débat dans le domaine de la politique du logement". Il propose de contribuer à la réflexion en confrontant différents points de vue (fonctionnaires, mandataires politiques, promoteur, experts...), par le biais d'article de fond et d'entretiens.

[http://spw.wallonie.be/dgo4/tinymvc/apps/echos/views/documents/echos/echo2015\\_4\\_2016\\_1.pdf](http://spw.wallonie.be/dgo4/tinymvc/apps/echos/views/documents/echos/echo2015_4_2016_1.pdf)

Comité de réflexion « Mixité sociale et non-discrimination », Mairie de Villeurbanne, **Faire ensemble une ville « inclusive » - rapport**, novembre 2013

En février 2010, le maire de la ville de Villeurbanne (69), J.P. Bret, a signé un Plan de lutte contre les discriminations au logement. Dans ce cadre, la municipalité s'était engagée à mener une réflexion pour « veiller à ce que la mobilisation de la « mixité sociale » ne donne pas lieu à des pratiques discriminatoires ». Pour contribuer à cette réflexion, le maire a mis en place un comité de réflexion « Mixité sociale et non-discrimination », présidé par le prêtre Christian Delorme, constitué de personnalités impliquées dans la vie locale et d'un conseiller scientifique (F. Belmessous, historienne). Comme le précise la lettre de mission, il s'agissait de prendre en compte « la réalité sociale locale, la place que prennent les principes de mixité sociale d'une part et de non-discrimination d'autre part dans l'action publique, ainsi que leurs effets pratiques et symboliques, afin de faire des recommandations pour sortir de ce qui apparaît comme une injonction contradictoire ». Le 21 novembre 2013, le rapport du comité de réflexion, intitulé « Faire ensemble une ville inclusive », a été remis au maire de Villeurbanne. Selon les auteurs, « la mixité sociale ne fait pas vraiment débat sauf lorsque qu'elle est mise en balance avec le droit au logement par les associations d'accompagnement au logement ou de défense du droit au logement. Il n'en reste pas moins que la lutte contre les discriminations vient interroger ce concept ».

L'accompagnement scientifique de F. Belmessous a conduit le cheminement du comité pour déconstruire la notion de mixité sociale puis expliciter ce qu'est la discrimination. Dès lors, le travail des membres du comité a « tout d'abord consisté à entreprendre un travail sur soi, sur les propres représentations et sur les croyances des membres du comité ». Pour les auteurs, la « mixité sociale » fait l'effet d'un « écran de fumée qui masque le non engagement politique en matière de lutte contre les discriminations au logement et la faiblesse des moyens attribués à la prise en compte des besoins des populations les plus désavantagées socialement du fait de leur statut social et/ou de leur origine supposée. L'objectif de mixité sociale ne conduit pas à la résorption de la pauvreté et ne facilite pas non plus l'accès au logement des plus démunis ».

<http://plcd-saint-priest.fr.memesi.net/ct/les-ressources/view/id/44d15fc33a96db5a1e1822805929ad1e>

KIRSZBAUM Thomas, **Mixité sociale dans l'habitat : revue de la littérature dans une perspective comparative**, La Documentation française (Études et recherches), 2008, 141 p.

Loin d'être une préoccupation exclusive de la France, la mixité sociale est devenue une référence pour les politiques de nombreux pays, même si l'on observe des différences significatives avec l'approche française. Les débats étrangers (américain, britannique, néerlandais, belge, canadien...) viennent éclairer certaines spécificités hexagonales et les limites des politiques de mixité sociale dans l'habitat.

PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien, COLE Alistair, **Dictionnaire des politiques territoriales**, Paris : Presses de sciences po, 2011, 584 p. (Gouvernances)

Ce dictionnaire fait la synthèse des analyses et publications publiées depuis une trentaine d'années sur les politiques territoriales. Il présente les contributions de plus de quatre-vingts auteurs, spécialistes des disciplines nécessaires à l'appréhension des politiques territoriales : la sociologie, la science politique, le droit, la géographie, l'aménagement et l'urbanisme, etc. Ce dictionnaire, outil pratique d'aide à l'analyse et à la décision, regroupe à la fois des entrées relatives aux concepts, aux acteurs, aux phénomènes et aux champs d'activités caractéristiques de la et des politiques territoriales. En ce sens, plusieurs articles sont consacrés à la mixité sociale. Chacune des entrées comporte une bibliographie où figurent les références fondamentales sur le sujet et des références pour approfondir ou élargir ses connaissances.

# Politique de l'habitat

## Politiques de peuplement et d'attribution

Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), Défenseur des droits, Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), **Séminaire égalité dans le logement. "Comprendre, s'engager, agir ensemble" : Actes**, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), 2013, 60 p. Ce séminaire organisé conjointement par l'Acse, le Défenseur des Droits et le CNFPT s'est déroulé à Paris le 7 novembre 2012. L'objectif de cette journée était de valoriser les acquis, de faire partager les expériences et de conforter la dynamique engagée dans le cadre d'une prise en compte des enjeux de prévention et de lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité qui s'affirme de plus en plus dans le logement. Autour d'échanges et de débats, de nombreux acteurs engagés sur cette question ont pu faire part de projets récemment développés sur leur territoire ou leur organisation.

BADIA Benjamin, BARONNET Juliette, GOUBIN Agnès, VANONI Didier, **Politique de peuplement, lutte contre la ségrégation et mixité sociale : les logiques, les enjeux et les risques pour la Seine-Saint-Denis. Synthèse des Ateliers Logement de 2011**, Profession Banlieue, 2012, 68 p.

Les Ateliers Logement organisés par Profession Banlieue en 2011 et dont ce document présente les actes visaient à répondre aux questions suivantes : Comment comprendre l'injonction à « faire de la mixité » ? À quoi sert la mixité ? Quels sont les outils mobilisés pour mettre en œuvre et piloter une telle politique ? Peut-on concevoir une réelle politique de peuplement qui ne soit pas excluante ? Et peut-on établir que la diversification de l'habitat peut être productrice de diversité sociale ? Surtout, enfin, comment procéder afin que les populations en place ne vivent pas la mixité sociale comme un déni de ce qu'elles sont ?

Ce document donne à la fois un éclairage de la spécificité du territoire de la Seine-Saint-Denis quant à la thématique de l'équilibre du peuplement au sein du parc social et à l'échelle du tissu urbain dans son ensemble, analyse la réalité sociale du territoire et envisage des voies alternatives permettant de diversifier sans exclure et fait état d'initiatives ayant permis la diversification et créé de la mixité en favorisant la promotion sociale.

Collectif, **Le logement social et les politiques locales de l'habitat : guide à l'usage des élus locaux**, Le Courrier des maires et des élus locaux (Cahier pratique, Documents), 2014, 42 p.

Face à la complexité des problématiques liées au logement (partage des compétences, réglementation, financement, urbanisme, questions sociales, environnementales...), l'Association des Maires de France et l'Union Sociale pour l'Habitat se sont associées pour réaliser un guide destiné à aider les élus locaux dans la mise en œuvre de politiques locales de l'habitat.

Centré sur le logement social, ce vadémécum recense les différentes actions des collectivités dans ce domaine et se propose de donner des clés pour mettre en œuvre une politique locale de l'habitat adaptée au territoire et en cohérence avec les contraintes économiques, environnementales et sociales.

[http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF\\_10133\\_GUIDE.pdf](http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_10133_GUIDE.pdf)

Collectif, **PNRU 2 Rénovation urbaine : mais où est donc passée la mixité sociale ?**, in *La Gazette des Communes*, n°29/2183 (29 juillet 2013), pp. 19-24

Ce dossier dresse un bilan du programme national de rénovation urbaine sur son objectif de mixité sociale, en s'appuyant sur des expériences locales réussies de diversification de la population. Il s'interroge ensuite sur la méthodologie de mise en œuvre des futurs outils de mixité présentés dans le nouveau PNRU, notamment au niveau intercommunal, pour enfin présenter le point de vue du sociologue Pierre Gilbert sur les "mobilités ascendantes".

Collectif, **Une place pour tous dans la cité**, in *Habitat et Société* n° 59, septembre 2010, 96 p.

Ce dossier montre dans quelles mesures les organismes Hlm sont mobilisés et actifs pour "donner à chacun une place dans la cité" à travers une trentaine d'exemples et sur les thèmes : produire une offre de logements au service de la diversité des territoires, conforter l'accompagnement social et le droit au logement pour tous et poursuivre la rénovation urbaine des quartiers pour la cohésion sociale.

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), LAINE-DANIEL Fanny, NOYÉ Christophe, RATHIER Francis, **Politiques de peuplement et logement social : Premiers effets de la rénovation urbaine**, La Documentation française, 2013. 213 p.

Le peuplement des logements sociaux se trouvant à la croisée des problématiques de mixité sociale, de droit au logement et de mobilité résidentielle, ce rapport vient approfondir les conclusions du rapport annuel de 2013 du CES de l'ANRU (Changeons de regards sur les quartiers) ainsi que de celui consacré aux impacts des projets de rénovation urbaine sur les mobilités résidentielles (La rénovation urbaine pour qui?). Il propose de mesurer les premiers effets de la rénovation urbaine sur l'attractivité des quartiers et leur déségrégation sociale, et présente une analyse pédagogique des enjeux du peuplement ainsi qu'une analyse factuelle et quantitative des effets d'une politique publique sur l'occupation des logements sociaux. Enfin, il explicite les résultats obtenus en mettant en avant les contraintes conjoncturelles et structurelles permettant de dévoiler des pistes de réflexion pour l'avenir.

Conseil national des villes (CNV), **Appel du Conseil national des villes pour une politique du logement socialement et territorialement équitable**, 2010. 3 p.

Dans cet appel, le CNV exprime "sa plus vive inquiétude quant à l'évolution du positionnement du logement social". Les 55 membres du CNV, composé d'élus, de professionnels de la politique de la ville et de personnalités qualifiées) soulèvent 3 interrogations, renforcées par les disparités sociales et territoriales :

1. " le prélèvement financier sur les organismes va créer un handicap pour les organismes locaux de taille moyenne" ;
2. "Si le CNV appelle à construire des logements sociaux accessibles aux plus démunis [...]", il s'interroge sur l'orientation qui tend à s'imposer d'un logement social visant seulement les populations les plus démunies ;
3. "Les difficultés croissantes rencontrées par les demandeurs DALO dans les secteurs tendus constituent, hélas, le meilleur indicateur du "mal-logement" qui sévit."

<http://www.ville.gouv.fr/?Appel-du-Conseil-national-des>

DIRANT Jean-Claude, **Renouvellement urbain, mixité sociale et attribution des logements sociaux**, Profession Banlieue (Groupe de travail), septembre 2015, 63 p.

La mixité sociale était au cœur des objectifs du programme national de rénovation urbaine (Pnru) lancé en 2003. Dix ans après, quel bilan peut-on tirer des opérations de rénovation urbaine de ce point de vue ? Quel sens donner à l'objectif de mixité sociale dans un département comme la Seine-Saint-Denis ?

Bien que les termes de « politiques de peuplement » réapparaissent dans le vocabulaire politique national, il convient de se demander quelle est leur portée réelle et, surtout, comment ces politiques se construisent dans les pratiques des acteurs de terrain, tant en termes de pratiques d'attribution des logements sociaux que de diversification de l'offre de logements et de fonctions à l'échelle du territoire.

MALGORN Bernadette (Directeur de publication), **Dix ans de Programme national de rénovation urbaine : bilan et perspectives : Rapport de la mission d'évaluation confiée au Conseil d'Orientation de l'Onzus**, Les Editions du CIV, 2013, 142 p. (Vol.1 Rapport d'évaluation) et 85 p. (Vol.2 Annexes).

Le rapport de la mission d'évaluation confiée à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS) analyse le lancement du programme national de rénovation urbaine (PNRU) à l'aune du contexte socio-économique de 2003, rappelant les différents objectifs assignés au programme et à l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Le rapport évalue l'atteinte de ces objectifs et les effets des projets de rénovation urbaine sur les conditions de vie des habitants, le fonctionnement des quartiers et leur intégration aux dynamiques d'agglomération. Si l'analyse tend à montrer que le PNRU a amélioré les conditions de logement et enrayé les processus de dévalorisation dont souffraient de nombreux quartiers, l'Observatoire préconise néanmoins des modifications et améliorations : une prise en compte de l'expertise des habitants dans la conception et la mise en oeuvre des projets, et un meilleur suivi des parcours individuels ; une mise en cohérence de la rénovation urbaine avec la politique nationale du logement et avec les autres composantes de la politique de la ville ; une lutte accrue contre la ségrégation géographique par la mise en place de politiques de peuplement fondées sur des stratégies d'attributions de logements sociaux et de rééquilibrage du parc locatif social définies à l'échelle des agglomérations ; des évolutions des modalités de financement et d'intervention de l'ANRU pour une meilleure soutenabilité des projets et une prise en compte des spécificités locales.

RÉEL (Réseau national Egalité et Logement), **La cotation dans le parc social**, décembre 2015, 24 p.

Dans un objectif de pédagogie, RéEL a souhaité produire une note de synthèse sur la question de la cotation de la demande de logement social. Elle vise à apporter un éclairage et nourrir la réflexion sur le sujet. Cette note a été élaborée avec le peu de données accessibles. Car si la cotation se veut porteuse de transparence, les informations sur sa mise en place, ses modalités de fonctionnement ne sont pas toujours publiques ni publiées. La récolte des informations a donc été un premier travail en soi.

Au regard de leurs actions de prévention des discriminations dans l'accès au logement, il a semblé essentiel aux membres du RéEL de participer à la réflexion sur la mise en place de la cotation, outil d'aide à la sélection ayant vocation à se développer et devant permettre de renforcer l'équité et l'égalité de traitement entre les demandeurs de logement social.

[http://www.avdl.fr/doc/pdf/REEL\\_note\\_cotation\\_de\\_la\\_demande%20%20201512%20.pdf](http://www.avdl.fr/doc/pdf/REEL_note_cotation_de_la_demande%20%20201512%20.pdf)

ROCHER Laetitia, Observatoire régional de l'intégration et de la Ville Grand Est (ORIV), **Peuplement, politique de l'habitat et vivre ensemble**, *Actualités sur... l'intégration, la promotion de l'égalité et la ville*, n°73 – mars 2012. 4 p.

Ce zoom porte sur la notion de « peuplement ». Alors que les enjeux de la rénovation urbaine sont souvent au centre des préoccupations, la notion de "peuplement" qui y est intimement liée et qui questionne la "mixité", est peu explicitée.

Le « Petit Robert 2012 » définit le peuplement comme étant le "processus démographique par lequel un territoire reçoit sa population". Pour les acteurs des politiques publiques en matière d'habitat et les chercheurs, le peuplement peut renvoyer à deux dimensions. L'une fait référence à un état, l'autre à une action. Ainsi, si l'état de peuplement reflète la photographie d'un territoire à un moment donné, l'action de peuplement elle, vise plutôt à agir sur la répartition spatiale des populations. La problématique du peuplement renvoie notamment à des processus de catégorisation auxquels sont associés des instruments mobilisés pour l'action publique (par exemple la diversification de l'habitat) et agissant sur des échelles de territoires diverses.



TISSOT Sylvie, **Une discrimination informelle ? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM**, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, septembre 2005, pp.54-69.

Le mélange des populations doit être un gage de vie sociale harmonieuse. A partir de la première partie des années 1990 la mixité sociale est régie par la loi. Dans le même temps de nombreux travaux et études montrent les obstacles, conséquences et dangers des politiques régies par ce principe. Le principe de mixité sociale devient une arme dans le système d'attribution des logements car elle permet aux acteurs de négocier dans les conflits de compétences. Une enquête menée sur la ville de Montreuil (93) illustre ces propos. La mixité sociale permet de renommer la lutte contre les « ghetto » dans les politiques de la ville et devient un système informel de gestion de la pauvreté urbaine.

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=ARSS\\_159\\_0054](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=ARSS_159_0054)

VANONI Didier, FOULTIER Christophe, REMY Julien, **Les attributions de logements sociaux. L'efficacité sociale d'un système en question**, in *Recherche Sociale*, n°189, janvier-mars 2009, 79 p.

Ce numéro présente une partie des résultats d'une enquête réalisée à partir de 2006 pour la MiRe visant à mieux appréhender les transformations à l'œuvre dans les politiques du logement. Publié dans le contexte de mise en œuvre du droit au logement opposable (DALO) qui fixe au logement social un nouvel objectif venant percuter les précédents (mixité ou diversité sociale, qualité de service, rénovation urbaine...), ce numéro consacré au système d'attribution de logements sociaux permet de prendre connaissance des règles à l'œuvre en matière d'accès au logement social mais aussi d'identifier "ses zones d'ombres" qui sont autant de marges de manœuvre laissées aux acteurs afin de favoriser une certaine souplesse et adaptabilité du système. A partir de l'observation et de l'examen de pratiques de terrains menés dans six agglomérations (Paris, département du Val-de-Marne, agglomération de Rennes, agglomération lyonnaise, agglomération de Nancy, agglomération de Châteauroux), les auteurs expliquent schématiquement le circuit de la demande (de son dépôt jusqu'à l'attribution du logement) en revisitant le fonctionnement de l'ensemble des dispositifs mobilisés localement.

## Parcours résidentiels et mobilités

Act consultants, **Dynamiques sociales dans les projets de rénovation urbaine**, Paris : Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, 2011, 150 p.

Cette étude commandée par le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU a pour objet d'analyser les mutations produites dans les territoires des projets de rénovation urbaine, les zones urbaines sensibles. Portant sur un échantillon de 12 projets de rénovation urbaine, complété par des entretiens auprès d'habitants de 3 territoires concernés, cette étude s'attache à rendre compte des dynamiques sociales à l'œuvre, qui passent essentiellement par la mobilité résidentielle (relogement des ménages et accueil de nouveaux ménages), en les inscrivant dans un cadre plus large d'évolution du peuplement du quartier. Il en ressort notamment que les parcours résidentiels via le relogement ont des effets différenciés en fonction des contextes des projets, conditionnés par les politiques locales de l'habitat, et impactés par la difficulté à maîtriser l'évolution des taux d'effort pour les ménages concernés. Les effets de ces projets sont également abordés (segmentation, fragmentation, mobilité), qui débouchent sur des enjeux spécifiques auxquels sont confrontés les porteurs de projet et qui pèsent sur la définition des suites à donner. Les auteurs interrogent in fine les effets à long terme et les suites à donner au programme national de rénovation urbaine.

BLAISON Caroline, **Etude des parcours, pratiques et usages des habitants du nouveau parc privé au Neuhof : Projet de rénovation urbaine du Neuhof – Strasbourg**, Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) (dossier thématique), juin 2013, 42 p.

Cette étude s'est donnée pour objectif d'observer le lien entre la diversification des formes d'habitat et l'objectif de mixité sociale dans le quartier du Neuhof (Communauté urbaine de Strasbourg) qui fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine (PRU). L'étude a porté sur un périmètre de 563 logements privés, qui est celui de la TVA à taux réduit. Le PRU n'est pas achevé, plus de 500 logements privés doivent encore être livrés d'ici 2015.

Les résultats montrent que le processus de diversification de l'habitat a entraîné une diversification de la population du quartier, avec l'installation de ménages issus des classes moyennes et supérieures. Les équipements de proximité (mairie, médiathèque, commerces) sont bien fréquentés par les habitants du nouveau parc privé. Par contre, moins de la moitié des enfants en âge d'être scolarisés en maternelle et primaire le sont dans l'établissement du secteur.

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_dossier\\_thematique\\_habitants\\_parce\\_privé\\_neuhof.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_thematique_habitants_parce_privé_neuhof.pdf)

CAMILLE François, **Jouer de la vulnérabilité résidentielle. Le travail de relogement au cœur de la démolition des grands ensembles**,

Le rôle des « relogeurs », acteurs majeurs de la rénovation urbaine des grands ensembles, est méconnu. Œuvrant dans les coulisses des campagnes de démolition, leur travail consiste à satisfaire les objectifs de relogement des bailleurs... quitte à jouer ou se jouer des formes de vulnérabilité vécues par les locataires.

<http://www.metropolitiques.eu/Jouer-de-la-vulnerabilite.html>

Collectif (Profession Banlieue), **Mobilités. Un enjeu d'égalité**, in *Les cahiers de Profession Banlieue*, 01/09/2009, 135 p.

Renforcer les mobilités est un objectif présent dans l'ensemble des politiques publiques. Les transports et les déplacements constituent une priorité qui affecte tous les domaines de la vie quotidienne et le développement économique d'un territoire. Comment soutenir et renforcer les leviers pour soutenir et développer les mobilités liées au transport, au parcours résidentiels et à la formation professionnelle ? Comment combattre les dynamiques d'exclusion ? Ce Cahier de Profession Banlieue présente les échanges d'un cycle de qualification organisé par le centre de ressources en mars - avril 2008, avec les contributions de Agnès CHECCAGLINI, Esther DUBOIS, Christine LELÉVRIER, Isabelle MARION, Élodie MONTET, Jean-Pierre ORFEUIL.

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), BOURDON Daniel, NOYÉ Christophe, FAYMAN Sonia, **La rénovation urbaine : pour qui ? : Contributions à l'analyse des mobilités résidentielles**, La Documentation française, 2012, 117 p.

Ce document met en regard les intentions et les effets du Programme national de rénovation urbaine (PNRU) sur une vingtaine de sites en s'appuyant sur deux études de 2009 et 2011 portant sur la diversification de l'habitat et la mixité sociale, et les dynamiques sociales dans les quartiers et projets de rénovation urbaine.

Ainsi, la première partie est consacrée à l'analyse des projets de rénovation urbaine et plus particulièrement sur leur impact en terme de diversification de l'habitat. Il est également question de l'accession intermédiaire et du nouveau parc social. La seconde partie analyse les parcours résidentiels par le relogement, la population du parc privé neuf (publics visés, profil des ménages, mixité) et les effets de la rénovation urbaine sur la composition sociales des quartiers.

Direction de la stratégie et du développement des programmes de l'ANRU, « **Kit » pour le suivi du relogement : Eléments à destination des délégués territoriaux de l'ANRU pour le suivi du relogement dans les projets de rénovation urbaine**, ANRU, Décembre 2011, 23 p.

Ce document est réalisé à destination des services de l'Etat en charge de la rénovation urbaine, en particulier à l'occasion de prise de poste. Son objet est de recenser les clés de compréhension nécessaires à leur mission de suivi du relogement, réalisée dans un cadre partenarial avec les porteurs de projet et les maîtres d'ouvrage.

[http://i.ville.gouv.fr/download\\_file/4464/7767/kit-pour-le-suivi-du-relogement-elements-a-destination-des-delegues-territoriaux-de-l-anru-pour-le-suivi-du-relogement-dans-les-projets-de](http://i.ville.gouv.fr/download_file/4464/7767/kit-pour-le-suivi-du-relogement-elements-a-destination-des-delegues-territoriaux-de-l-anru-pour-le-suivi-du-relogement-dans-les-projets-de)

FOL Sylvie, MIOT Yoan, VIGNAL Cécile, **Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques**, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014, 258 p. (collection Le regard sociologique).

Cet ouvrage analyse le rôle des mobilités résidentielles dans le creusement des inégalités sociales et territoriales et s'interroge sur la manière dont les politiques publiques peuvent influencer sur ces processus de mobilité. Les contributions révèlent l'importance de l'ancrage et les formes de résistance à la mobilité des habitants des territoires populaires. Dans ce cadre, les politiques de rénovation urbaine étudiées offrent des illustrations particulièrement intéressantes des tensions comme des impensés des politiques tournées vers la mobilité résidentielle.

KIRSZBAUM Thomas, **Mobilité résidentielle et mixité urbaine : les conditions d'une politique équitable**, Centre de Ressources Prospective du Grand Lyon, 30 octobre 2012, 8 p.

Dans cet article, réalisé pour le Centre de Ressources Prospective du Grand Lyon, le sociologue T. Kirszbaum présente une analyse typologique des lieux d'habitat où se pose la question de la mixité sociale. Il aborde la mixité comme un processus et insiste sur l'importance d'accroître la capacité de choix des citoyens qui en ont le moins. Il porte un regard critique sur les politiques de seuil, celui des populations dites « défavorisées » dans les quartiers ou des logements sociaux dans les communes. Il propose enfin de dissocier les objectifs de la mixité sociale et de mixité ethnique pour se recentrer sur la promotion socio-résidentielle des populations vivant aujourd'hui dans les quartiers d'habitat social, en les acceptant telles qu'elles sont. Selon lui, « face à ces nombreux impensés, l'enjeu est rien moins que de reconceptualiser une doctrine urbaine qui reconnaisse la pluralité des modes d'intégration à la ville, qui tienne compte des ressources inégales des populations, qui envisage la lutte contre la ségrégation en termes de flux plutôt qu'en termes de stocks de logements et de populations à déplacer pour atteindre des quotas ». Par ailleurs, « il est non moins essentiel de repenser la relation entre mixité et mobilité en travaillant sur l'accessibilité aux divers espaces non résidentiels de la ville (école, entreprises, lieux de culture, de loisirs ...), là où les bénéfices du brassage social et ethnique sont bien mieux étayés que dans l'espace confiné des relations de voisinage ».

[http://www.millenaire3.com/content/download/3509/60565/version/3/file/Thomas\\_Kirszbaum-\\_mobilite\\_residentielle\\_et\\_mixite.pdf](http://www.millenaire3.com/content/download/3509/60565/version/3/file/Thomas_Kirszbaum-_mobilite_residentielle_et_mixite.pdf)

KIRSZBAUM Thomas, **Rénovation urbaine et équité sociale : Choice Neighborhoods aux Etats-Unis**, Saint-Denis la Plaine : Secrétariat général du Comité interministériel des villes, 2013, 201 p.

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un appel d'offres lancé en 2011 par le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique – devenu depuis le Commissariat général à la stratégie et à la prospective – et le Secrétariat général du Comité interministériel des villes. Cet appel portait sur l'analyse de l'expérience américaine en matière de politique de la ville et la demande portait sur la compréhension de la mise en œuvre de la politique Choice Neighborhoods, substituée sous l'administration du Président Obama au précédent programme Housing

Opportunities for People Everywhere, et mettant notamment davantage l'accent sur la possibilité pour les habitants des quartiers de choisir leur environnement et leur logement.

Cette étude est basée sur l'analyse de nombreux entretiens, avec les niveaux de décision et d'analyse fédéraux, ainsi qu'avec des acteurs locaux dans deux territoires américains diversifiés : Chicago et Boston. Thomas Kirszbaum souligne à la fois le changement d'objectif et de gouvernance de ce dispositif par rapport aux précédents, mais aussi l'innovation limitée dans les réalisations. Suite à cette recherche, il en tire en conclusion quelques préconisations pour la politique de la ville française et pour un "PNRU socialement équitable", notamment sur la nécessaire participation des habitants et sur l'évaluation des programmes.

LAUNAY Lydie, **HLM dans les beaux quartiers : les effets de la politique de mixité sociale à Paris**, Métropolitiques, 19 novembre 2012.

Est-il toujours bénéfique d'accéder à un logement social dans un quartier riche ? Cette contribution de L. Launay, sociologue, interroge ce présupposé de la politique de mixité que la mairie de Paris déploie dans les quartiers de l'ouest de la capitale. Sur la base d'une enquête sociologique menée auprès de locataires de deux immeubles de 10 et 110 logements sociaux du 8<sup>e</sup> arrondissement situés près des Champs-Élysées, elle analyse leurs modes d'installation symbolique et matérielle dans le quartier. Elle montre que si l'installation représente pour certains nouveaux arrivants (les « embourgeoisés ») une promotion, d'autres (les « décalés ») se trouvent déstabilisés par ce dépaysement qui les marginalise.

Il apparaît que ceux qui souhaitent quitter leur ancien quartier pour vivre dans des espaces plus aisés et homogènes s'adaptent progressivement à cette nouvelle ambiance urbaine. À l'inverse, ceux qui étaient ancrés dans des quartiers mélangés et n'aspiraient pas à les quitter s'adaptent difficilement à cette nouvelle situation résidentielle. Les deux types de locataires distingués ne correspondent pas à des groupes sociaux nettement différenciés : c'est la représentation de la situation actuelle au regard du parcours et des aspirations résidentielles qui constitue le principal facteur de différenciation.

Pour l'auteur, « la mise en application de l'idéal de mixité sociale soulève alors la question du choix : le choix de s'installer dans les beaux quartiers, mais aussi celui de les quitter dès lors qu'il devient difficile d'y résider ».

<http://www.metropolitiques.eu/Des-HLM-dans-les-beaux-quartiers.html>

MIOT Yoan, **La ségrégation socio-spatiale dans la métropole lilloise et à Roubaix : l'apport des mobilités résidentielles**, in *Géographie, économie, société*, 2012/2 (vol. 14), pp. 171-195.

Cet article a pour objectif d'analyser la ségrégation dans la métropole lilloise à travers une approche fondée sur l'habitat et les mobilités résidentielles. Il s'agit d'expliquer les processus à l'origine de la ségrégation et de discuter le constat d'échec de la « Politique de la Ville » souvent mis en avant. Les résultats de cette étude montrent l'existence de mobilités promotionnelles parmi les ménages populaires, dont les effets sont quantitativement et qualitativement plus importants que les mobilités de ménages précarisés. Ils ouvrent ainsi des perspectives de recherche sur le rôle des mobilités résidentielles des ménages populaires dans les Zones Urbaines Sensibles.

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=GES\\_142\\_0171](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=GES_142_0171)

## Liens utiles sur le Web

> Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)

<http://www.anru.fr/>

> Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)

<http://www.cget.gouv.fr/>

> Ministère délégué à la Ville

<http://www.ville.gouv.fr/>

> Base documentaire du secrétariat général à la ville

<http://i.ville.gouv.fr/>

> Transparence logement social

<http://www.transparence-logement-social.gouv.fr/>

> Observatoire national de la Politique de la Ville (ONPV)

<http://www.onpv.fr/>

> Union Sociale pour l'Habitat

<http://www.union-habitat.org/>

## **Qu'est-ce que le réseau RECI ?**

Le Réseau **RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration)** est composé de structures intervenant dans le domaine de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations. Il a pour objectif de favoriser une **action collective et mutualisée dans le domaine de la production de connaissances autour de ces questions.**

Il bénéficie du soutien financier du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et de la Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN) au sein du Ministère de l'Intérieur.

Le Réseau RECI assure la fonction de coordinateur national du **Portail européen sur l'intégration**. Il alimente ce portail par l'apport de connaissances, via un travail de veille documentaire, de repérage des acteurs et de capitalisation de « bonnes pratiques » dans le domaine de l'intégration : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/>

## **Le Réseau RECI vous propose :**

- La mise à disposition de ressources sous la forme d'une **base documentaire** accessible à tous, gratuitement : <http://biblio.reseau-reci.org>
- Un **panorama de presse**, en ligne, avec les dernières actualités sur l'immigration, l'intégration et la lutte contre les discriminations : <http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>
- Des **notes et des documents de référence**, disponibles sur notre site internet (<http://reseau-reci.org/les-productions/>), avec parmi les plus récentes :
  - Contrat de ville et prévention des discriminations – Analyse de l'axe « lutte contre Les discriminations » dans les contrats de ville, novembre 2016
  - Point de vue sur... La laïcité au service du lien social, décembre 2016
  - Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité, décembre 2016
- L'organisation de **temps d'échanges et de séminaires** de réflexion.